

Sahara occidental

Le Polisario qualifie le discours du roi du Maroc d'«inventions»

«Le peuple sahraoui n'arrêtera pas sa lutte tant que le Maroc ne mettra pas fin à son agression et à son occupation illégale du territoire de la République sahraouie», a averti dans un communiqué le Polisario.



Une agression barbare que le roi du Maroc a honteusement occultée

Le Front Polisario a qualifié dimanche d'«illusions» et d'«inventions» les déclarations du roi marocain Mohamed VI qui a affirmé dans un discours que le Sahara occidental, territoire disputé par les indépendantistes sahraouis et Rabat, n'était «pas à négocier». Ce discours est «un mélange de sophismes, d'inventions et d'illusions pour justifier l'intransigeance, l'arrogance et l'aventurisme» du Maroc, a estimé le ministère sahraoui de la Communication. Mohamed VI a déclaré samedi que la «Marocanité du Sahara ne sera jamais à l'ordre du jour d'une quelconque tractation». Il a plaidé pour un «règlement pacifique du conflit» mais a réitéré le refus marocain de toute indépendance du Sahara occidental. «Le peuple sahraoui n'arrêtera pas sa lutte tant que le Maroc ne mettra pas fin à son agression et à son occupation illégale du territoire de la République sahraouie», a averti dans un communiqué le Polisario. «Le roi du Maroc est bien conscient que la République sahraouie, voisine du Royaume du Maroc, est une réalité irréversible dont il ne peut se détourner, le Maroc siégeant à ses côtés lors des événements multilatéraux aux niveaux continental et international», est-il écrit.

Rabat propose une large autonomie sous sa souveraineté pour ce vaste territoire de moins d'un million d'habitants alors que le Polisario réclame un référendum d'autodétermination, avec le soutien de l'Algérie, conformément aux résolutions de l'ONU datant de plusieurs décennies. Le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé il y a une semaine les parties au conflit à reprendre les négociations «sans conditions préalables et de bonne foi». L'objectif est «de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable» dans la perspective d'une «autodétermination du peuple du Sahara occidental», a-t-il rappelé. Le discours de Mohamed VI est intervenu tandis que la tension était encore montée d'un cran après que l'Algérie a annoncé un bombardement ayant causé la mort, le 1er novembre, de trois camionneurs algériens en territoire sahraoui. Alger a imputé au Maroc la responsabilité de l'attaque, dénonçant un «acte de terrorisme d'Etat» et soulignant que «cet assassinat ne resterait pas impuni». Les dépouilles ont été transférées dimanche de l'hôpital de Tindouf (sud-ouest) vers leurs préfectures d'origine, selon l'agence officielle algérienne APS. Le souverain marocain n'a fait aucune allusion à cette grave agression dans son discours, prononcé à l'occasion du 46e anniversaire de la «Marche verte», quand 350.000 Marocains avaient franchi en 1975 la frontière du Sahara occidental, alors colonie espagnole, au nom de la prétendue «appartenance» du territoire au royaume.

Par ailleurs, l'Association «Sahara not for sale» basée en Belgique a dénoncé l'attaque «barbare» dont ont été victimes les trois Algériens, par les forces marocaines qui ont bombardé leurs camions, alors qu'ils assuraient la liaison entre Nouakchott et Ouargla, et ce lors des festivités commémorant le 67e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse révolution de Novembre.

L'association a condamné, dans un communiqué, l'attaque «barbare» contre une caravane de citoyens algériens, outre les attaques contre les civils sahraouis. L'Association s'est dite également «consternée» par la dernière décision onusienne émanant du Conseil de sécurité concernant le prolongement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). L'Association a réaffirmé dans le contexte, «sa solidarité» avec l'activiste des droits de l'Homme, Soltana Sid Ibrahim Khaya et sa famille dans leur résistance pacifique exemplaire, appelant «le peuple sahraoui au resserrement des rangs et à faire face aux tentatives de l'ennemi». Le communiqué de l'Association a également dénoncé «les actes de répression» auxquels se livrent les forces de l'occupation marocaine contre le peuple sahraoui dans les territoires occupés, notamment les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes. A ce propos, l'Association a demandé à l'Organisation des Nations unies (ONU), au Conseil de sécurité, à l'Union européenne (UE), à l'Union africaine (UA) et au Conseil des droits de l'homme, d'intervenir auprès du Maroc pour l'amener à respecter les exigences des accords et des conventions internationaux relatifs aux mauvais traitements des prisonniers politiques dans le cadre des Accords de Genève».

